

29/11 : dernière urne avant la charrette des sénateurs

Malgré les propos chagrins des partis politiques redoutant, à petits mots, le spectre du crédit consécutif à la forte abstention et en dépit de l'humeur grincheuse d'une énième commission de surveillance qui, cette fois encore, ne modifiera pas d'un iota les résultats officiels d'un vote : malgré donc toutes ces manifestations de scepticisme, qui ne sont d'ailleurs que de l'affichage médiatique, les élections du 29 novembre auront bien lieu. Bien plus, elles auront pour acteurs ceux-là mêmes qui auront préalablement douté de leur crédibilité. C'est avec certitude que, demain dimanche 4 novembre, s'ouvrira la campagne dans la bonne tradition héritée des précédentes. D'ici-là et jusqu'au jour du scrutin, rien de particulier ne viendra perturber le calendrier rituel, en dehors, évidemment, des anecdotes passées d'armes de tribune dont les journaux rendront compte.

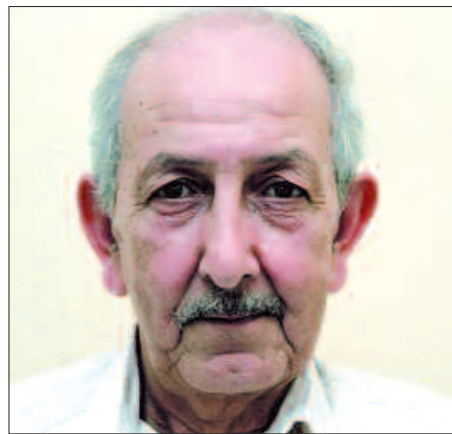
Secondaires dans l'ordre de la chose politique, les désignations des édiles locaux le sont-elles tout à fait pour tout le monde ? Sûrement pas, pour peu que l'on se penche sur l'incidence immédiate qu'elles devraient générer. Car dans la foulée de l'installation des nouvelles APC et APW, se profilera inévitablement le renouvellement partiel des sièges au Sénat. Comme quoi un train de mesures électorales modestes peut toujours cacher un autre fût-il un train (confortable) de sénateurs. Et c'est de la sorte que certains mandataires, parmi la multitude élue le 29 novembre, passeront du statut d'obscur intermittents de la politique à celui de chouchou aux responsabilités nationales.

Encore faudra-t-il à ceux qui ambitionnent à cette ascension vertigineuse de posséder quelques atouts dans la manche. D'abord celui de faire partie d'une écurie partisane à laquelle ont été octroyés 30% des voix et de fait un bon tiers de sièges mais ensuite et surtout les moyens matériels pour soudoyer les désormais «grands électeurs». En effet, ceux-là seuls constituent le corps électoral exclusif pour conquérir le très rémunérateur maroquin. Une sinécure qui flatte l'ego et ouvre les perspectives d'une retraite dorée après une valorisante visibilité sociale. C'est donc une discrète bourse des voix qui, dès le lendemain du 29 novembre, se mettra en place d'où ne seront «cotés» que ceux qui auront reçu des blancs seings du pouvoir tout en ayant les capacités sonnantes et rébuchantes de solliciter des voix. C'est que le renouvellement dans ce sommet de l'institution législative ne répond en fait qu'à un «turn-over» parmi un personnel politique préalablement formaté. Loin de l'idée que l'on se construit sur la possibilité de l'entrée au Sénat d'un courant politique hostile aux orientations générales du régime, le système prévalant depuis 1996 lui préfère toujours une sélectivité ponctuelle au sein de sa traditionnelle alliance. Le vivier, demeurant le même, les prochains sénateurs qui succéderont ne doivent être promus que de la même famille. Issus des baronnies politiques locales, il ne fera aucun doute qu'ils obéiront à la même discipline dans les pseudo-débats. Dans l'ensemble, ils ont eu la même éducation idéologique. Celle qui les a imprégnés de curieuses valeurs mili-

tantes. Epigones tout à fait disposés à imiter leurs prédécesseurs, ces «Rastignac» de province seront, à leur tour, appelés à reproduire un cheminement politique dont la répétition dévalorisera un peu plus ce bicamérisme, institué il y a de cela seize ans. Et c'est ce verrouillage à double clé qui a, d'ailleurs, fini par démonétiser toutes les institutions de la République. Après, globalement, trois renouvellements, des analystes se sont déjà interrogés sur l'utilité même de cette deuxième chambre dans le paysage institutionnel.

Perçue, en définitive, comme un coûteux cénacle uniquement destiné à perpétuer le clientélisme du régime, sa remise en cause a également des prolongements locaux autrement plus sensibles. Ainsi, le critérium du choix des hommes et le caractère sulfureux qui en découlent ont régulièrement suscité de légitimes rejets.

S'étant, à l'origine, inspirés de certains modèles européens, les constitutionnalistes de 1995 plaident la création d'un Conseil de la nation par la nécessité de corriger la sur-représentativité démographique inhérente aux mandats nationaux de l'APN par le biais d'une interface spatiale celle des territoires (wilaya). Plus encore, le «tiers présidentiel» qui soustrait au jeu des urnes 50 sièges était en son temps motivé par le besoin de brider l'impact de l'électorat islamiste lequel risquait de peser dans le pouvoir législatif. Or, toute cette batterie de précautions, concevables à cette époque, est-elle justifiée deux décennies plus tard ? D'où le corollaire interrogatif suivant : pourquoi le chef de l'Etat maintient-il à son profit ce



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

pouvoir discrétionnaire de nommer des sénateurs dans une institution théoriquement élective ? La question, rarement évoquée, sauf par la presse, sera-t-elle à l'ordre du jour dans le projet de l'amendement constitutionnel ? Nul n'a de certitude à ce sujet si ce n'est que le Sénat dans sa prochaine version de décembre ressemblera au précédent. De la même manière que l'APN, du 10 mai dernier, n'avait pas fait bouger les lignes de la «représentativité», le Conseil de la nation ne changera pas de configuration. Une double garantie, que s'assure le pouvoir grâce à un Parlement «compact» dans ses deux chambres réunies, avant de passer en force lors de l'adoption de la nouvelle Constitution. Exit le recours à l'acte référendaire.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com

J'aime pas, donc j'y vais ! Ou le secret enfin levé autour des élections algériennes !

Pourquoi Gérard Longuet a-t-il fait un bras d'honneur à l'Algérie ? Parce que chez lui, le bras, c'est le seul truc qu'il peut encore...

... agiter !

Toutes les enquêtes, tous les reportages et tous les sondages d'opinion, dont le dernier ici même, au *Soir d'Algérie* vous le diront : les Algériens, dans leur immense majorité, ne s'intéressent pas du tout, mais alors pas du tout aux prochaines élections locales. Alors, question : comment une immense majorité d'habitants de ce pays en âge de voter n'accordent aucun intérêt, même pas poli, à un scrutin avant son déroulement, et ensuite, se retrouvent nombreux, très nombreux, très très nombreux à se rendre dans les bureaux de vote pour... voter ? En clair, comment des personnes dédaignant souverainement un scrutin se retrouvent le jour du vote à se bousculer autour des urnes ? Une question de cette importance, de cette profondeur abyssale demande – que dis-je ? – exige des réponses réfléchies, pesées et emballées avec soin. Il n'est pas question dans cet espace réputé sérieux, académique et intellectuellement fouillé de se contenter de réponses hâtives, à l'emporte-pièce et vaseuses. Non ! Et je vais vous en donner la preuve ! Il existe toute une série de raisons et de motifs expliquant le fait en apparence surnaturel d'un désamour électoral massif qui se transforme le jour «J» en amour éperdu et fou et en taux de participation survitaminés, tellement survitaminés qu'ils feraient passer le coureur Lance Armstrong pour une tortue arthrosée. En tête de ces raisons, la plus évidente, bien sûr : les Algériennes et les Algériens ont le droit de changer d'avis. Oui ! Car il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis. Ne me dites pas le contraire, je l'ai lu

quelque part. On peut, un mois, snober un vote et, le mois d'après, aller se faire marcher sur les pieds sans perdre le sourire, dans une école pleine d'urnes encore plus souriantes et béantes que vous. Autre explication : l'Algérien est d'abord et avant tout un Méditerranéen, un être au sang chaud. Il peut dans un premier temps boudier, cracher sur tout ce qui bouge, puis revenir à de meilleurs sentiments, se rabibocher et finalement aimer ce qu'il détestait farouchement la veille. Le meilleur exemple nous ayant été donné avec ce beau texte écrit par Abdekka à la mort de Chadli. Autre motif tout aussi valable que les précédents, le goût immodéré de nos compatriotes pour les queues ! C'est comme ça ! Du plus loin que l'on se souvienne, déjà du temps béni des Souks-el-Fellah et des Galeries, l'Algérien ne supportait pas de passer devant une queue sans s'y arrêter et l'essayer. On a bien vu de vieilles et vénérables hadjate faire la queue pour des moteurs de hors-bords aux Galeries Algériennes alors qu'elles n'ont jamais possédé de bateau ni ne comptaient prendre la mer un jour. Et puis, autre raison – pas la dernière, mais comme je n'ai plus de place ici, je n'ai pas le choix – il y a le statut particulier du jeudi. Ce n'est pas un jour de la semaine comme les autres. Le jeudi, l'Algérien n'a rien à faire et s'ennuie à mourir. Je crois même que le régime l'a très vite compris qui n'a jamais rien programmé d'exaltant comme activité le jeudi, sauf les ventes-dédicaces des écrivains qui sortent un livre tous les jeudis. Alors, plutôt que d'aller se faire c... à la vente-dédicace d'un auteur sans talent le jeudi, mieux vaut aller voter. Logique ! Ça ne fera pas avancer la démocratie, mais ça aidera tout de même à protéger un peu mieux la littérature. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

